

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
8 octobre 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 7 octobre 2021, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente  
de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le résumé analytique du débat public sur les méthodes de travail de travail du Conseil de sécurité, qui s'est tenu le 16 juin 2021 sous le thème « Agilité et innovation : les leçons de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) » à l'initiative des missions permanentes de l'Estonie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines (voir annexe).

Ce résumé a été établi sous la seule responsabilité de la Mission permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines, sans citer nommément les intervenants. Il ne fait que rendre compte des avis exprimés par les délégations qui ont participé au débat public, y compris en soumettant une déclaration écrite, et n'a pas pour but de consigner un quelconque accord. Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,  
Représentante permanente  
Mission permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Inga Rhonda **King**



**Annexe à la lettre datée du 7 octobre 2021 adressée au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Résumé analytique du débat public du Conseil de sécurité tenu le 16 juin 2021 sur le thème « Agilité et innovation : les leçons de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) »**

**Contexte**

1. Depuis mars 2020, la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) menace le bon déroulement des travaux du Conseil de sécurité, compromet la qualité des échanges entre ses 15 membres et affecte son mode de fonctionnement. Au moyen d'une série de lettres adoptées par les différents pays ayant assuré sa présidence, à commencer par la Chine en mars 2020, le Conseil a su adapter ses méthodes de travail en fonction des circonstances et a ainsi pu continuer d'exercer ses fonctions en permanence, conformément à l'Article 28 de la Charte des Nations unies. Depuis, le retour progressif et longtemps attendu du Conseil dans sa salle au Siège de l'ONU a été accueilli avec une vive satisfaction par tous les États Membres. Tout au long de ce processus, le Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure a continué de jouer un rôle crucial dans le suivi continu des mesures temporaires, extraordinaires et provisoires visant à rendre le Conseil plus agile et réactif et à préserver l'efficacité, l'efficience et la transparence de ses travaux.

2. En 2021, le thème judicieusement retenu pour le débat public annuel sur les méthodes de travail du Conseil était « Agilité et innovation : les leçons de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ». Dans la note de cadrage distribuée avant la réunion ([S/2021/527](#)), il était souligné que les participants devaient se pencher sur la question de comment le Conseil pourrait se doter de méthodes de travail innovantes et les adapter aux circonstances. Les participants ont également été invités à étudier les moyens par lesquels le Conseil pourrait améliorer ses méthodes de manière générale, notamment en rendant permanentes certaines mesures temporaires, extraordinaires ou provisoires lorsque ses travaux reprendraient leur cours normal. Le débat public a eu lieu dans la salle du Conseil de sécurité le 16 juin 2021, en présence des membres du Conseil. L'Ambassadrice Inga Rhonda King, Présidente du Groupe de travail informel, et Karin Landgren, Directrice exécutive de Security Council Report, ont présenté un exposé au Conseil en personne. Pour sa part, Loraine Sievers, co-autrice de *The Procedure of the UN Security Council*, 4<sup>e</sup> édition, a présenté un exposé par visioconférence. En raison des restrictions liées à la COVID-19, tous les États Membres n'ont pas pu participer à la réunion depuis la salle du Conseil. Ils ont été invités à soumettre des déclarations écrites, qui ont été intégrées au document récapitulatif officiel du Conseil transmis par une lettre du Président du Conseil datée du 18 juin 2021 ([S/2021/572](#)).

3. Le présent résumé analytique, établi par Saint-Vincent-et-les Grenadines à titre national, reflète les principales questions soulevées dans les remarques et interventions des membres du Conseil de sécurité, ainsi que dans les déclarations écrites des autres États Membres. Une attention particulière a été accordée à la manière dont le Conseil pourrait améliorer la transparence, l'efficience et l'efficacité globales de ses travaux tout en trouvant un juste équilibre entre ces trois critères, tant dans des circonstances ordinaires qu'extraordinaires, et dont il pourrait mieux se préparer aux situations susceptibles de perturber son fonctionnement habituel. Un certain nombre d'autres questions ont également été soulevées, liées à ce qui suit : les fonctions de rédacteur et la répartition équitable des tâches, la réforme du Conseil et

le recours au veto, l'équité et la clarté des procédures suivies par les comités des sanctions du Conseil, les missions sur le terrain et les missions virtuelles et la coopération entre les membres du Conseil et les autres États Membres, la société civile et les organismes des Nations Unies, dont la Commission de consolidation de la paix. Le présent résumé analytique porte sur les questions soulevées par les participants qui relèvent du mandat du Groupe de travail informel. Les diverses questions soulevées et propositions faites pourront à leur tour alimenter les débats du Groupe de travail informel qui visent à améliorer l'efficacité, l'efficience et la transparence des travaux du Conseil et à faire en sorte que celui-ci puisse parer à toute éventualité.

### **Agilité**

4. Au cours du débat public, il a été déclaré que la capacité du Conseil à exercer ses fonctions en permanence dépend avant tout de ses méthodes de travail. Il est donc essentiel de revoir ces méthodes lorsque nécessaire pour garantir la continuité des opérations de Conseil. Depuis le début de la pandémie de COVID-19 en mars 2020, le Conseil a adopté, par le moyen de lettres de la présidence, des méthodes de travail temporaires, extraordinaires et provisoires qui lui ont permis de surmonter de nombreuses difficultés. Ces nouvelles méthodes ont permis aux membres du Conseil de se réunir sans interruption, en personne ou par visioconférence, de s'assurer que les déclarations soumises dans le cadre des visioconférences publiques soient dûment compilées et diffusées, d'adopter des résolutions en suivant une procédure écrite visant à garantir la prorogation des mandats, de faire en sorte que les visioconférences publiques soient multilingues, de faciliter la poursuite des activités de ses organes subsidiaires et de rester en contact avec les autres États Membres. Les États Membres se sont félicités de la souplesse avec laquelle le Conseil avait su s'adapter à des circonstances sans précédent et ainsi continuer d'exercer ses fonctions sans interruption malgré les contraintes liées à la COVID-19.

5. L'agilité a été décrite comme une qualité dont le Conseil devait impérativement faire preuve pour pouvoir exercer son mandat, non seulement pour pouvoir continuer de se réunir, mais aussi pour être en mesure de répondre aux nouveaux problèmes qui pourraient se poser. On a souligné que le Conseil devait devenir sans cesse plus agile, notamment en adoptant des méthodes novatrices et en ayant recours aux technologies de pointe. Dans leurs interventions, des membres ont souligné que le Conseil devait faire preuve d'agilité en toute circonstance pour pouvoir faire face à la multiplication rapide des menaces contre la paix et la sécurité internationales.

### **Visioconférences**

6. Lors du débat public, les intervenants ont soulevé à de nombreuses reprises la question des visioconférences. Plusieurs d'entre eux ont déclaré que les visioconférences étaient l'un des aspects positifs du travail à distance. Ils ont été nombreux à souligner que le recours aux visioconférences avait permis au Conseil de dialoguer avec des personnes d'origines diverses et de les faire participer davantage à ses travaux, qu'il s'agisse de membres de la société civile, de femmes, d'acteurs de la consolidation de la paix ou de jeunes. Grâce aux visioconférences, le Conseil a aussi pu tenir plusieurs débats de haut niveau, auxquels ont participé des ministres et des chefs de gouvernement, qui ont permis d'attirer l'attention sur de nombreux problèmes de portée internationale tout en évitant les voyages superflus et polluants qui auraient été de rigueur en temps normal. Un intervenant a fait remarquer que le recours aux visioconférences avait également facilité l'organisation des réunions des organes subsidiaires, qui n'avaient plus affaire au manque de salles de réunion.

7. Malgré les avantages que présentent les visioconférences, leur usage n'a pas fait l'unanimité parmi les membres. Certains ont souligné que le Conseil ne devrait avoir recours aux visioconférences que dans des circonstances extraordinaires et ont répété que les réunions par visioconférence ne pouvaient pas être considérées comme des séances à part entière d'un point de vue procédural, légal et logique. Plusieurs membres se sont dits préoccupés par la nature informelle des visioconférences, dont le déroulement n'est pas régi par le Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité. De fait, le Conseil n'a pas pu organiser de votes de procédure sur le calendrier des réunions et sur la participation des intervenants aux réunions, et n'a pas toujours été en mesure d'examiner en profondeur des questions existantes ou nouvelles dont il était saisi. Des membres se sont également inquiétés des conséquences que l'absence de procès-verbaux pourrait avoir à long terme, ainsi que du manque d'informations sur la dynamique des votes concernant les résolutions, qui porte atteinte à la transparence des débats du Conseil. On a fait remarquer que le fait que l'organisation d'une visioconférence nécessite un consensus entravait la capacité du Conseil à traiter avec souplesse des questions urgentes, et qu'il n'y avait pas de raison que les règles régissant l'adoption de l'ordre du jour des séances diffèrent selon qu'il s'agisse d'une séance en présentiel ou d'une visioconférence. Certains participants ont donc invité instamment le Conseil à traiter les réunions virtuelles comme des séances à part entière et à les annoncer dans le *Journal des Nations Unies*, dans un esprit de transparence vis-à-vis des États Membres et du public.

8. Des membres ont également reconnu que le recours aux visioconférences avait à de nombreuses reprises entravé le bon déroulement des travaux du Conseil, en particulier pour ce qui était des votes. L'adoption de la procédure de vote par écrit définie dans la lettre du Président du Conseil de sécurité en date du 27 mars 2020 (S/2020/253) a été un pas en avant qui a permis au Conseil de poursuivre ses travaux, mais il a été suggéré de parfaire ce processus.

9. Des intervenants ont mis en lumière un autre aspect problématique des visioconférences : elles restreignaient la participation des membres de l'Organisation aux débats publics, ce qui pouvait empêcher les pays non-membres du Conseil de se faire entendre en temps voulu. De plus, ces restrictions affectaient la transparence et l'inclusivité des travaux du Conseil. Des intervenants se sont dits déçus que les seules personnes à avoir pu s'exprimer oralement lors des débats sur les méthodes de travail en temps de pandémie aient été les personnes présentant des exposés et les représentants des membres du Conseil. On a fait remarquer que les déclarations écrites ne pouvaient pas remplacer adéquatement la participation des États Membres aux séances et que le Conseil devait donc permettre aux non-membres de prendre la parole lors des visioconférences publiques, notamment lors des débats publics. Les intervenants ont présenté de nombreuses suggestions au Conseil, notamment au sujet des modalités d'organisation sûres, dont le recours aux créneaux horaires pour l'arrivée des intervenants et l'utilisation de l'antichambre de la salle du Conseil en vue de garantir la fluidité des allées et venues des personnes inscrites sur la liste des orateurs, du recours aux déclarations préenregistrées et de la tenue de séances combinant une participation en personne et une participation virtuelle afin d'attirer un large éventail d'intervenants pour certaines manifestations. Le Conseil a été encouragé à tirer parti des technologies modernes pour organiser des débats publics au format hybride tant que la participation en personne aux séances resterait limitée pour des raisons sanitaires.

10. La plupart des États Membres ont dit attendre avec intérêt la levée des mesures limitant la participation aux débats publics aux seuls membres du Conseil. Certains ont réitéré que les dispositions concernant la participation des non-membres avaient un caractère exceptionnel et n'avaient pas vocation à devenir permanentes.

11. De nombreux intervenants ont déclaré que le dialogue à distance ne pourrait jamais remplacer les échanges en personne entre membres du Conseil. Certains ont insisté sur le fait que le retour progressif du Conseil à son mode de fonctionnement habituel devrait marquer la fin des séances virtuelles. Cela étant, dans l'ensemble, les membres ont souligné que le travail à distance avait des aspects positifs, comme le renforcement des échanges avec diverses parties prenantes dans le monde entier ou le fait que des participants de haut niveau, qui auraient été dans l'impossibilité de se rendre à New York, aient pu participer aux séances. De nombreuses délégations ont souligné qu'il fallait maintenir les visioconférences et améliorer la qualité de l'interprétation simultanée pour satisfaire pleinement aux exigences de multilinguisme. Certaines délégations ont insisté sur le fait qu'il fallait continuer d'organiser des visioconférences, qui contribuaient à l'efficacité et à l'efficience des travaux du Conseil. D'autres ont déclaré qu'elles ne devaient être utilisées que dans le contexte des réunions informelles. L'organisation de séances au format hybride n'a pas fait l'unanimité parmi les membres, certains s'inquiétant des conséquences imprévisibles et graves que cette décision pourrait avoir sur le plan légal.

### **Trouver un juste équilibre entre la transparence, l'efficience et l'efficacité**

12. La transparence, l'efficience et l'efficacité sont invariablement décrites comme des qualités essentielles aux débats du Conseil, à sa prise de décisions et à l'exécution de son mandat. Elles sont inextricablement liées et se renforcent mutuellement. Il est donc naturel que de nombreuses interventions lors du débat public aient été centrées sur la façon dont le Conseil pourrait trouver un juste équilibre entre la transparence vis-à-vis de l'ensemble des membres de l'Organisation et l'efficacité de ses travaux. Dans ce contexte, des intervenants ont souligné que le Conseil devait continuer de chercher un juste équilibre entre les séances publiques et les consultations. Le Conseil a été encouragé à améliorer la transparence et la visibilité de ses travaux et à encourager des débats plus interactifs et axés sur la recherche d'un consensus.

13. La transparence, l'efficience et l'efficacité touchent à l'essentiel des débats du Conseil et à la façon dont ils se traduisent par une action concrète sur le terrain. Pour satisfaire à ces trois critères, il faut par exemple adapter le format d'une séance en fonction du résultat recherché. De même, lorsque les membres du Conseil décident de se réunir en privé, ils doivent malgré tout faire preuve d'ouverture et garantir une certaine visibilité des débats. Les participants ont tout particulièrement attiré l'attention sur la notion de transparence, qui peut aider à renforcer la confiance et le multilatéralisme. Des États Membres ont demandé au Conseil d'organiser davantage de séances publiques et de séances d'information. Certains ont souligné que les séances privées et les consultations devraient être l'exception et non la règle. S'il était généralement accepté que les échanges en privé avaient leur intérêt, certaines délégations ont demandé au Conseil de renforcer l'inclusion et de faire preuve de davantage de transparence envers le reste des membres de l'Organisation et le public. D'autres ont déclaré qu'il fallait éviter d'organiser trop de séances publiques, de crainte que cela ne nuise à la prise de décisions. Toutefois, l'adoption d'éléments destinés à la presse a été reconnue comme un moyen d'améliorer la transparence ; le Conseil a donc été prié de s'accorder sur une déclaration publique à la fin de chaque réunion tenue en privé. On a souligné qu'il fallait continuer de développer la pratique consistant à transmettre à la presse un résumé des débats à l'issue des consultations. On a également suggéré au Conseil de faire établir des procès-verbaux des consultations.

14. Lors du débat sur les formats de réunions les plus pertinents, on a déclaré qu'il pourrait être utile que la présidence et les personnes devant présenter des exposés se consultent avant la séance, étant donné que les intervenants ont parfois des préférences quant à la manière de présenter des informations au Conseil. Ces

consultations auraient pour objectif d'adapter le format et l'orientation des réunions afin de maximiser les chances d'obtenir le résultat voulu à l'issue des débats et d'atténuer préventivement les risques de conflit, afin d'éviter toute escalade. Dans cet esprit, on a suggéré que le Secrétariat, les rédacteurs ou la présidence pourraient donner leur avis quant à la nécessité de tenir telle ou telle réunion, en fonction du cycle de présentation des rapports, ou d'organiser une séance du Conseil un mois donné.

15. On a souligné qu'en vue de trouver un juste équilibre, il fallait mettre l'accent sur les questions inscrites à l'ordre du jour des séances et sur les questions dont le Conseil était saisi. Le Conseil a été prié de tenir les consultations au titre des « Questions diverses », pour que les menaces nouvelles puissent être examinées rapidement, et d'inscrire ces consultations au programme de travail non officiel. On lui a demandé de se pencher sur la question de la charge de travail et de la prolifération des réunions, de manière à pouvoir innover et s'adapter en vue d'utiliser au mieux le temps dont il disposait. Il a été suggéré de consacrer davantage de ressources aux situations de crise graves, plutôt que d'organiser systématiquement des séances pour examiner chaque rapport du Secrétaire général.

#### **Rapports entre le Conseil de sécurité, les organismes des Nations Unies, dont la Commission de consolidation de la paix, et les organisations régionales**

16. La coordination, la coopération et les échanges réguliers entre le Conseil de sécurité et les principaux organismes des Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme a été un sujet récurrent des interventions des délégations, qui ont encouragé la présidence du Conseil à dialoguer régulièrement avec les dirigeants de ces grands organismes. Des États Membres ont demandé au Conseil de renforcer son dialogue avec l'Assemblée générale et les autres organes principaux de l'ONU et de faire particulièrement attention à ne pas empiéter sur les questions qui relèvent de ces organes. Certains d'entre eux ont signalé que le fait d'examiner en séance des questions thématiques qui étaient du ressort de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social ou d'autres organes portait atteinte au principe bien établi de la division du travail et détournait le Conseil de ses tâches prioritaires.

17. Étant conscients que le nombre de questions examinées par le Conseil avait augmenté, plusieurs membres de l'Organisation ont demandé au Conseil de renforcer la communication et la coordination avec l'Assemblée générale afin d'éviter d'élargir la portée des questions qu'il traite et pour prévenir le chevauchement des activités. Des intervenants ont également dit que le rapport annuel du Conseil à l'Assemblée générale donnait un aperçu précieux des travaux du Conseil, qu'il s'agissait d'un des piliers du dialogue entre les deux organes, qu'il contribuait à la transparence des travaux du Conseil et qu'il permettait aux membres de l'Organisation de se tenir bien informés des questions dont était saisi le Conseil. Les États Membres se sont dans l'ensemble félicités des efforts déployés par le Conseil pour garantir la publication en temps voulu de son rapport annuel, mais ils lui ont aussi demandé de produire un document plus analytique et détaillé, qui replace mieux les événements dans leur contexte et soit davantage tourné vers l'avenir. Des intervenants ont également déclaré que le rapport annuel devrait contenir des informations sur les principales menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales, ainsi qu'une section consacrée aux effets de la pandémie de COVID-19 présentant une analyse générale et transversale de la question. La question du récapitulatif mensuel a également été abordée : plusieurs délégations ont demandé aux membres du Conseil de s'assurer que ce document soit établi en temps et en heure.

18. Selon des États Membres, le Conseil devait davantage faire appel à la Commission de consolidation de la paix, qui pouvait enrichir les débats sur les

mandats et fournir des perspectives transversales sur divers sujets. Cet organe consultatif a été décrit comme particulièrement bien placé pour fournir des informations fiables et de première main et des conseils sur les réunions en formation pays. On a suggéré au Conseil de renforcer sa coopération avec la Commission, notamment en invitant la présidence de la Commission à s'exprimer sur les questions d'intérêt commun, et à envisager d'établir des documents conjointement avec la Commission lorsque possible.

19. La question des relations entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales et sous-régionales est également revenue dans plusieurs interventions. Des États Membres ont invité le Conseil à continuer de dialoguer périodiquement avec ces organisations pour promouvoir l'agilité et la transparence et pour prévenir les conflits. On a souligné que le dialogue entre le Conseil et ces organisations ne devait pas se limiter aux grandes manifestations : il devait aussi porter sur des questions d'actualité. Ces échanges devraient par exemple comprendre la mise en commun d'expériences et de vues sur la gestion de la pandémie à l'échelle régionale. Le Conseil a également été encouragé à tenir compte des avis des organisations régionales lorsqu'il se penchait sur la question des foyers de tension.

**Concertation du Conseil avec les États Membres, notamment les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, et la société civile**

20. La concertation renforcée et soutenue entre le Conseil, les États Membres, notamment ceux qui fournissaient des contingents et du personnel de police, et la société civile, a été reconnue comme essentielle pour garantir la transparence, l'efficacité et l'efficience des travaux du Conseil. Les participants ont pris note du rôle que jouait la présidence du Conseil dans ce dialogue, notamment pour ce qui était d'organiser des séances d'information sur le programme de travail, de mener des séances récapitulatives et d'établir le récapitulatif mensuel. Les États Membres se sont félicités que des objectifs mensuels aient été fixés pour faire avancer la mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil en date du 30 août 2017 (S/2017/507) et des notes de la présidence adoptées par la suite.

21. Les États Membres se sont félicités de la tenue de séances d'information sur le programme de travail et de séances récapitulatives, cette pratique désormais bien établie contribuant à renforcer le dialogue entre les membres du Conseil et les autres membres de l'Organisation. On a encouragé le Conseil à essayer de rendre ce dialogue plus interactif et plus franc, et à envisager de s'inspirer des propositions faites dans le document interne sur les séances récapitulatives établi par le Groupe Responsabilité, cohérence et transparence en juin 2021. On a également suggéré que les questions relatives aux méthodes de travail soient traitées lors de ces séances et que la présidence du Groupe de travail informel y participe directement. Les délégations se sont dites favorables à ce que le Conseil continue d'organiser ces séances de façon plus systématique, mais elles lui ont également demandé de chercher d'autres manières de dialoguer avec les autres États Membres et de les tenir informés au fil des mois.

22. On a également encouragé le Conseil à collaborer davantage avec les pays non-membres, notamment en cherchant des façons innovantes de communiquer et de nouveaux espaces de discussion, formels et informels, qui permettraient de renforcer ses liens avec l'ensemble des membres de l'Organisation. Il a été suggéré de mettre en place un système de communication informelle entre le Conseil, ou éventuellement le pays qui en assure la présidence, et les États Membres directement concernés par les travaux du Conseil.

23. Le dialogue soutenu entre les membres du Conseil et les autres États Membres a été décrit comme essentiel à l'efficience et l'efficacité globales du Conseil. Le fait



que les États Membres directement concernés ou particulièrement touchés par une question aient la possibilité de participer aux débats du Conseil et à la prise de décisions était un aspect important de ce dialogue. En ce qui concernait l'établissement ou la modification de mandats de maintien de la paix, le Conseil a été invité instamment à tenir compte des vues de l'ensemble des États Membres, en particulier celles des pays directement concernés par ses travaux et des autres pays de la région, celles des pays visés par des sanctions et celles des pays hôtes. Des intervenants ont demandé la pleine application des Articles 31 et 32 de la Charte des Nations Unies, qui disposent qu'un pays non-membre du Conseil peut être invité à participer aux discussions du Conseil et de ses organes subsidiaires qui portent sur des questions qui le concernent directement.

24. Le dialogue entre le Conseil et les acteurs de la société civile est particulièrement important pour l'efficacité, l'efficacé et la transparence des travaux du Conseil, car ces personnes sont les mieux à même de présenter une image claire, précise et objective de certaines situations. Les États Membres se sont donc prononcés en faveur de l'inclusion et de la participation effective aux débats, en tant qu'intervenants, de représentants de la société civile, y compris de femmes, de jeunes et de personnes handicapées.

25. Les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont été reconnus comme des acteurs de premier plan, avec qui le Conseil devait dialoguer davantage. De nombreux États Membres ont encouragé le Conseil à tenir en temps voulu des consultations constructives avec ces pays, et ce dès le début du processus de prise de décisions, lorsqu'il entreprenait d'établir ou de modifier le mandat d'une opération de maintien de la paix et lors des phases de transition. Il fallait par ailleurs inviter les pays qui accueilleraient des opérations de maintien de la paix aux consultations avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police tenues lors des débats sur la prorogation des mandats.

26. Tout en notant que les séances du Conseil de sécurité étaient irremplaçables, les États Membres ont globalement décrit les réunions organisées selon la formule Arria comme un espace de discussion qui facilitait le dialogue avec les acteurs directement impliqués dans les situations qui menaçaient la paix et la sécurité. Ces réunions contribuaient aux échanges francs sur les problèmes de sécurité existants ou nouveaux, en particulier lorsqu'il n'était pas possible d'organiser une séance normale du Conseil. Les États Membres ont toutefois demandé que les réunions organisées selon la formule Arria ne soient pas employées pour promouvoir des intérêts politiques bien particuliers en vue d'influencer l'opinion publique. Les délégations se sont également penchées sur la question de comment trouver un juste équilibre entre les réunions organisées selon la formule Arria ouvertes au public et celles tenues en privé, et ont noté que ces réunions ne devaient pas être ajoutées au programme de travail si elles empiétaient sur le temps nécessaire pour gérer les situations de crise.

### **Organes subsidiaires**

27. Dans leurs interventions orales et écrites, de nombreux États Membres ont soulevé des questions liées à la conduite des travaux des organes subsidiaires et à la sélection de la présidence de ces organes. Pour ce qui est de la conduite des travaux, on a insisté sur l'importance du respect des principes de responsabilité et de transparence dans le cadre des travaux des comités des sanctions. On a souligné qu'il fallait que les organes subsidiaires emploient des méthodes transparentes et fondées sur des faits avérés. Il a été suggéré que les États Membres qui souhaitaient soumettre une question à un organe subsidiaire pour examen ou qui souhaitaient mettre en attente l'examen d'une demande ou d'une question inscrite à l'ordre du jour au titre des questions diverses devraient présenter leur demande par écrit, justificatifs à



l'appui. Par ailleurs, plusieurs États Membres ont souligné que ceux d'entre eux qui étaient concernés ou particulièrement affectés par une question devraient pouvoir participer aux réunions des organes subsidiaires et devraient être consultés par les groupes d'experts qui établissaient des rapports sur la question.

28. Pour ce qui est de la question de la sélection de la présidence des organes subsidiaires, les États Membres ont souligné que la transparence et le respect des calendriers étaient importants et ont demandé que la sélection de la présidence des organes se fasse au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre, conformément à la note du Président du Conseil en date du 30 août 2017 (S/2017/507). La sélection des présidentes et présidents en temps voulu serait plus efficient et contribuerait à une transition sans heurt, ce qui permettrait aux membres nouvellement élus de mieux suivre et comprendre les travaux de l'organe dont ils s'étaient vu confier la présidence. De nombreux États Membres ont également fait remarquer que la sélection de la présidence des organes subsidiaires devrait se faire dans un esprit de répartition juste et équitable des obligations et du travail. Des États Membres ont également souligné qu'il était important de mieux former les membres nouvellement élus et notamment de les aider à se familiariser avec les travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires avant de prendre leurs fonctions. Il a été suggéré de lancer les consultations et la formation des nouveaux membres aussi tôt que possible après les élections, et d'y faire participer la présidence des organes subsidiaires.

### **Coopération et concertation entre les membres du Conseil**

29. Que ce soit dans leurs interventions orales ou dans leurs déclarations écrites, de nombreux États Membres ont noté qu'une meilleure coopération entre les membres permanents et les membres élus du Conseil permettrait de gagner en efficacité en ce qui concernait l'objectif commun d'améliorer les méthodes de travail. Une telle coordination favoriserait la cohérence et la continuité des travaux et l'entente entre membres quant à l'ordre de priorité des tâches. On a souligné que les membres du Conseil devaient chercher à trouver un consensus le plus large possible, tenir compte des préoccupations de toutes les parties et éviter de recourir au vote en cas de divergence d'opinions. On a donc suggéré que les membres du Conseil créent des espaces de discussion informels dans lesquels tenir des débats constructifs, afin de trouver des stratégies et des solutions collectives pour traiter les situations dont le Conseil était saisi.

30. En ce qui concerne la coordination entre membres du Conseil, on a suggéré que les groupes de pays partageant le même point de vue établissent une déclaration conjointe lorsque l'action du Conseil ou la publication d'une déclaration étaient bloquées et qu'il était impossible de parvenir à un consensus.

31. Des États Membres ont également évoqué la question du statut de rédacteur et du partage équitable des tâches et ont déclaré qu'il fallait que tous les membres du Conseil restent libres de présenter des projets de texte. Des intervenants ont déclaré qu'une répartition équitable et adéquate des fonctions de rédacteur et de co-rédacteur faciliterait le respect des principes de transparence et de responsabilité. À cet égard, l'accent a été mis sur la démocratisation du Conseil : plusieurs délégations ont demandé instamment que les membres du Conseil agissent systématiquement ensemble et sur un pied d'égalité. De nombreux intervenants ont souligné que les tâches liées à la rédaction des textes devaient être réparties de façon plus équitable entre les membres permanents et les membres élus et que ces derniers devaient se voir attribuer le rôle de co-rédacteurs. On a insisté sur le fait que les membres élus devraient jouer un rôle plus actif dans le processus de rédaction et de consultation.

32. Faisant référence aux paragraphes 78 et 79 de la note du Président du Conseil en date du 30 août 2017 (S/2017/507), des États Membres ont répété que plusieurs

membres du Conseil pouvaient être co-rédacteurs et qu'il fallait encourager les pays n'ayant pas le statut de rédacteur à contribuer activement à l'établissement des documents. Il a cependant été souligné que l'attribution du rôle de rédacteur devait se faire de manière plus rationnelle, en tenant compte des principes de partage des responsabilités et de participation collective.

### **Missions sur le terrain et missions virtuelles**

33. Les missions sur le terrain restent un des principaux outils à la disposition du Conseil. Elles contribuent à la mise en œuvre des décisions du Conseil, permettent aux membres du Conseil de se faire leur propre avis sur une situation et aident à renforcer le dialogue avec les principales parties prenantes. Les intervenants ont donc encouragé le Conseil à continuer de chercher des moyens de multiplier et d'améliorer les missions pour promouvoir l'efficacité et la souplesse, notamment en jouant sur la composition des missions, par exemple en envoyant en mission des petits groupes de membres. Ces suggestions n'ont pas recueilli l'approbation de tous les États Membres. Certains ont souligné que les missions devaient inclure tous les membres du Conseil, car l'absence de représentants de certains membres pourrait être vue comme un signal politique. On a également noté qu'il y avait d'autres façons pour le Conseil de tirer meilleur parti de ces visites, comme aligner ses voyages sur ceux des comités des sanctions, des autres organes subsidiaires et de la Commission de consolidation de la paix, ce qui favoriserait la cohérence et l'efficacité.

34. Certaines délégations ont signalé que les visites au format hybride ou virtuel ne permettraient pas au Conseil d'atteindre tous les objectifs fixés pour les visites, mais d'autres ont déclaré que mener des missions virtuelles pourrait avoir un intérêt et ont demandé au Conseil d'envisager de recourir à ce format lorsqu'il était impossible de voyager et de mener ces missions virtuelles aussi souvent qu'il mènerait des missions en personne, afin de s'acquitter de son mandat de façon plus agile et réactive. On a souligné que les visites virtuelles ne devaient pas être considérées comme une alternative aux missions en personne, mais plutôt comme un outil complémentaire permettant au Conseil de dialoguer directement avec les parties prenantes sans perdre de temps. À cet égard, les États Membres ont encouragé le Conseil à continuer de faire preuve de flexibilité et de créativité lors de l'organisation des missions sur le terrain.

### **Perspectives et enseignements à retenir**

35. De nombreux États Membres ont félicité le Conseil d'avoir su s'adapter rapidement à l'évolution de la situation pendant la pandémie de COVID-19, malgré les conséquences graves et imprévues de la pandémie et les restrictions y relatives, et ont particulièrement salué les mesures temporaires, extraordinaires et provisoires mises en place pour permettre au Conseil de continuer à exercer ses fonctions sans interruption. Alors que le Conseil s'efforçait de retrouver pour de bon son mode de fonctionnement habituel dans sa salle au Siège, les déclarations orales et écrites ont souvent fait référence aux meilleures pratiques et aux enseignements tirés de l'année écoulée, qu'il faudrait garder à l'esprit à l'avenir dans les situations susceptibles d'entraver les travaux du Conseil. Le Conseil a été invité à considérer la pandémie et les contraintes y relatives comme une occasion d'entériner certaines mesures récentes, notamment celles qui favorisaient la transparence, l'efficacité et l'efficacité de ses travaux. Toutefois, certains États Membres ont répété que les méthodes de travail mises en place en urgence pendant la pandémie avaient un caractère provisoire et qu'elles ne devaient ni remplacer les méthodes habituelles du Conseil ni être considérées comme un précédent.

36. Malgré les problèmes qui restaient à régler, les États Membres ont reconnu les bienfaits de nombreuses pratiques adoptées pendant la pandémie et ont engagé le Conseil à envisager de continuer à avoir recours aux visioconférences, qui sont un moyen précieux d'établir un dialogue plus inclusif et dynamique et qui permettent de rendre les débats plus inclusifs et facilitent la prise en compte des vues des personnes travaillant sur le terrain, notamment car elles permettent aux invités de présenter un exposé lorsqu'ils ne peuvent participer à la séance en personne, et qui, en conjonction avec les réunions en présentiel, permettent aux représentants de haut niveau de tous les États Membres de participer aux séances. Des intervenants ont déclaré que cette pratique permettrait non seulement de renforcer l'inclusivité des travaux du Conseil, mais aussi d'offrir la même chance à tous les États Membres d'être représentés par des dignitaires de haut niveau. Les intervenants ont salué la pratique consistant à autoriser les non-membres du Conseil à soumettre des déclarations écrites lors des débats publics et ont demandé que l'on continue de diffuser des compilations écrites des exposés et des déclarations, y compris des explications de vote, après les séances du Conseil. Dans un contexte d'évolution continue de la pandémie de COVID-19, le Conseil a été encouragé à poursuivre ses débats sur les pratiques pertinentes, notamment les méthodes favorisant la souplesse de la prise de décision grâce à la procédure d'approbation tacite ou la tenue de séances au format hybride ou virtuel, le but étant de parvenir à un consensus sur leur utilisation à l'avenir.

37. Les États Membres ont noté qu'il restait beaucoup de questions à examiner s'agissant des circonstances extraordinaires à l'avenir et ont souligné qu'il fallait se tourner vers l'avenir et parvenir à un accord sur des méthodes qui permettraient au Conseil de continuer à travailler même en cas de pandémie ou d'autre grand bouleversement. Certains intervenants ont encouragé le Conseil à codifier des méthodes de travail en cas de crise et à se tenir prêt à les utiliser à l'avenir. D'autres ont insisté sur le fait qu'il n'était pas nécessaire de codifier les mesures provisoires, car elles étaient déjà décrites dans les lettres de la présidence, auxquelles le Conseil pourrait se référer si une situation similaire venait à se présenter. On a demandé au Conseil de planifier activement des mesures d'urgence qui lui permettraient, ainsi qu'à ses organes subsidiaires, de continuer d'exercer toutes ses fonctions sans interruption, conformément à l'Article 28 de la Charte des Nations Unies et à son propre Règlement intérieur provisoire. On a demandé instamment au Conseil de se concerter avec le Secrétariat en vue de tirer des leçons de la pandémie et de prévoir la mise en place de mesures d'urgence en cas de crise similaire, notamment la mise en place d'un système de vote à distance en temps réel sur les questions de fond et les questions de procédure et l'établissement de procès-verbaux officiels des séances publiques du Conseil. Les États Membres ont déclaré qu'il était impératif que, dans des circonstances extraordinaires, le Conseil puisse adopter les décisions voulues dans les meilleurs délais, travailler de façon aussi transparente que possible et communiquer efficacement avec les États Membres directement touchés par ses travaux.